

ORGANISATION INTERNATIONALE
ET
RELATIONS INTERNATIONALES

42

L'EFFONDREMENT DE L'EMPIRE SOVIÉTIQUE

SOUS LA DIRECTION DE
ANNE de TINGUY

=====
EXTRAIT
=====

BRUXELLES
ÉTABLISSEMENTS ÉMILE BRUYLANT
1 9 9 8

LE FÉDÉRALISME SOVIÉTIQUE ENTRE L'UNITARISME ET LE NATIONALISME

PAR

ANATOLI VICHNEVSKI

Que l'éclatement de l'URSS soit dû à l'action des forces centrifuges qui s'accumulaient au sein de l'empire soviétique, qui pourrait en douter ? Et pourtant il serait plus juste d'expliquer cet éclatement, moins par la trop grande puissance des forces centrifuges que par la trop grande impuissance des forces centripètes qui s'y opposaient. La faiblesse des forces centripètes que l'on peut interpréter comme la faiblesse du fédéralisme soviétique n'était qu'une conséquence du modèle de développement soviétique, même s'il faut en rechercher les causes dans le passé pré-révolutionnaire.

LE FÉDÉRALISME À SES DÉBUTS

A l'époque de Catherine II, c'est-à-dire à l'époque impériale classique, la noblesse, « l'élite régionale » provinciale, ne cherchait pas, comme l'a montré Klioutchevski, à prendre part à l'administration du pays : ses aspirations politiques n'allaient pas plus loin que l'auto-administration locale. « Donnez-nous les districts et gouvernez la capitale comme bon vous semble » (1).

Ce qui convenait pour une économie relativement homogène et autarcique de propriétés foncières a perdu tout sens lorsque les activités urbaines se sont développées et que l'espace économique est devenu de plus en plus saturé, diversifié et hétérogène. Au milieu du XIX^{ème} siècle, la modernisation progressive de la Russie a conduit les régions à prendre conscience de leurs intérêts économiques

(1) KLIOUTCHEVSKI V., *Kurs russkoï istorii* (Cours d'histoire russe), Moscou, 1937, Partie V, p. 108.

propres. Elle a fait naître des désirs d'auto-organisation qui allaient à l'encontre d'une centralisation impériale excessive.

Le petit noyau supérieur de la noblesse s'est fondu dans la couche plus large des nouvelles élites régionales qui comprenaient, outre la vieille noblesse, les bourgeois-marchands et les industriels, les hauts fonctionnaires, les universitaires, les hommes de culture et, dans une certaine mesure, toute l'intelligentsia roturière. Profitant des nombreux canaux de promotion sociale et d'enrichissement créés par la modernisation, les nouvelles élites régionales ont cherché une plus grande autonomie. Elles ont commencé à se battre pour accroître l'influence qu'elles pouvaient exercer sur le pouvoir central. Leur but n'était pas de s'emparer du pouvoir absolu dans l'empire, comme cela était arrivé auparavant, mais de renforcer leurs positions dans la concurrence interrégionale.

Le régionalisme (« *oblastnitchestvo* ») sibérien est un bon exemple de l'émergence précoce de ces revendications. Comme l'a écrit Potanine, l'un de ses partisans actifs : « Le premier cri en faveur du régionalisme sibérien qui date des années 1840 – les richesses naturelles de la Sibérie sont la propriété de la région ! – a clairement montré, dès le départ, le lien étroit qui existait entre le régionalisme sibérien et les intérêts économiques » (2). Potanine a aussi souligné que la division de l'empire en régions et la concurrence économique que se livraient ces dernières étaient tout à fait naturelles. « La tendance au régionalisme, qui est encouragée par la concurrence économique entre les différentes parties de l'Etat, est de nature à exister aussi longtemps qu'existe l'Etat lui-même » (3).

Les régionalistes n'aspiraient donc pas simplement à une autonomie à l'intérieur de leurs régions comme la noblesse de l'époque de Catherine II. Ils cherchaient à étendre leurs droits à l'échelle de la Russie. Ces aspirations sont à l'origine de l'idéologie du fédéralisme qui est d'élever le statut des différentes régions [...] à un niveau leur permettant, par l'entremise de leurs représentants aux organes supérieurs du pouvoir, de défendre activement leurs intérêts et de restreindre le pouvoir absolu du Centre. Tout au long du XIX^{ème} siècle, les revendications régionales se sont renforcées au fur et à mesure que les nouvelles élites ont pris de l'importance. Ces

dernières poursuivaient toujours le même objectif, à savoir un partage du pouvoir économique, et, si possible, du pouvoir politique entre régions et Centre impérial en faveur des premières.

LA CRISE DE L'ETHNICITÉ ET LE NATIONALISME

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, le jeune fédéralisme russe n'était pas suffisamment fort pour qu'il y ait partage du pouvoir. Il a toutefois trouvé un allié puissant dans les mouvements nationaux. Ceux-ci étaient, comme le régionalisme, le produit de la modernisation. En vouant la société agraire russe traditionnelle à la disparition, la modernisation avait dévalorisé les facteurs ethno-culturels d'intégration qui lui étaient propres et engendré un phénomène que l'on pourrait appeler « une crise de l'ethnicité ».

Autrefois un paysan illettré, quel que soit l'endroit de l'empire où il vivait, s'exprimait dans l'unique langue qu'il connaissait, celle de ses ancêtres, ce qui était tout à fait naturel. Mais avec l'apparition des grandes villes et des chemins de fer, avec le développement de la langue écrite et de l'instruction moderne, la situation est devenue plus complexe. Pour l'Ukrainien, le Tatar ou le Géorgien qui avait quitté son village pour entrer dans le vaste monde impérial, la connaissance de sa seule langue maternelle était dès lors insuffisante. La mobilité croissante de la population a ainsi renforcé le rôle « impérial » de la langue russe et elle a multiplié, dans le même temps, le nombre de ceux qui étaient contraints de la parler alors qu'elle n'était pas leur langue maternelle. L'ignorance ou la faible connaissance de la langue russe était un obstacle à la promotion sociale à laquelle aspirait un nombre croissant de non Grands-Russiens. La vie les plaçait devant la nécessité d'un choix ou d'un compromis entre leur langue maternelle et la langue russe.

Le problème linguistique n'est qu'un exemple qui montre comment les particularités locales et le monde impérial entrent en concurrence, conflit qui exige des choix difficiles. La situation était la même dans le domaine de la religion, des coutumes, des règles de l'existence quotidienne, etc. La société s'était progressivement engagée à des rythmes différents selon les groupes sociaux, ethniques, linguistiques ou confessionnels, dans une douloureuse recherche d'un nouveau « nous » et d'un nouveau « eux ». La conscience impé-

(2) POTANINE G., *Oblastnitcheskije tendentsii v Sibiri* (Les tendances régionalistes en Sibérie), Tomsk, 1907, pp. 57-58.

(3) *Ibid.*, pp. 56-57.

riale perdait de son intégrité ; elle se dédoublait, entraînant une aggravation du conflit des cultures et des systèmes de valeurs.

Même s'il était une conséquence du progrès de la modernisation, ce conflit n'en était pas moins douloureux. Et il n'était pas perçu par la majorité comme le résultat du développement interne des sociétés engagées sur la voie de la modernisation, mais une ingérence pernicieuse venant de l'extérieur. Le profond conflit *interne* de l'ancien et du nouveau n'était considéré que comme la lutte entre le « soi » idéalisé et l'« étranger » critiqué. Ainsi se formaient les idées et l'état d'esprit qui alimentaient les mouvements nationaux et nationalistes et qui s'étaient emparés des masses. Les succès de la modernisation ne faisaient qu'aggraver le conflit. Au début modérés, les mouvements nationaux ont commencé à se radicaliser et leurs tentatives de défendre l'identité culturelle de leurs peuples ont fait place au slogan de « la libération nationale » ; ce qui, au fond, revenait à exiger que « les unités politiques et ethniques coïncident » et que les gouvernés et les gouvernants au sein d'une unité politique appartiennent à la même ethnie (4). Dans cette exigence, Gellner voyait l'essence même du nationalisme.

Les élites régionales ont très vite compris que les mouvements nationaux pouvaient constituer de puissants soutiens dans leur lutte pour le partage du pouvoir et de l'influence avec le centre impérial. La tentation de faire appel aux sentiments ethniques a été si forte que même les « régionalistes » sibériens, tout à fait russes, ont tenté de se créer une « généalogie ethnique » en avançant l'idée de « la formation d'un peuple régional, homogène et quelque peu original par un croisement des conditions physico-historiques et ethnologiques locales » (5). Dans les parties de l'empire qui n'étaient pas Grands-Russiennes, le fédéralisme arborait de plus en plus des couleurs nationales pour fusionner presque entièrement, à la fin du XIX^{ème} siècle, avec le nationalisme. Les élites *régionales* ont acquis une assurance considérable le jour où elles se sont appuyées sur les mouvements nationaux et se sont également senties des élites *nationales*.

(4) GELLNER E., *Natsii i natsionalizm* (Nations et nationalisme), Moscou, 1991, p. 5 (Préface à l'édition russe).

(5) IADRINTSEV N.M., *Sibir kak kolonia v geograficheskom, etnograficheskom i istoricheskom otnoshenii* (La Sibérie en tant que colonie géographique, ethnographique et historique), St Pétersbourg, 1892, p. 95.

LA SYMBIOSE DU FÉDÉRALISME ET DU NATIONALISME

Les forces et les mouvements fédéralistes et nationalistes de l'empire russe n'étaient pas de même nature. Pour beaucoup de raisons, il était inévitable qu'ils s'opposent les uns aux autres. Même s'ils étaient tous nés de la modernisation, l'avenir des premiers était lié aux succès de la modernisation dont ils avaient tout à gagner, alors que les autres représentaient, en fait, une réaction antimoderniste et voulaient un retour au passé. Le fédéralisme régional et le nationalisme ethnique étaient hostiles en puissance.

Mais dans les conditions réelles de l'empire russe du début du XX^{ème} siècle, les intérêts du fédéralisme et du nationalisme ont souvent coïncidé, ce qui les a rapprochés. La symbiose du fédéralisme et du nationalisme a engendré une conception contradictoire de l'« autonomie nationale territoriale ». Au début, les frontières des territoires et des ethnies n'ayant jamais coïncidé, régionalistes et nationalistes sont intervenus au nom de ces « ensembles » divers. L'idée palliative d'une « autonomie nationale territoriale » ignorait cette « discordance » et encore plus les différences et les contradictions plus profondes entre régionalisme et nationalisme.

Les revendications régionales ont dégénéré en revendications terri-torio-régionales même si, à l'origine, elles ont été formulées en termes de fédéralisme et ne visaient pas l'intégrité de l'empire. Dès le début du XX^{ème} siècle, l'attitude, par exemple, de Hrouchevski, un des leaders ukrainiens, était typique de la majorité des mouvements nationaux qui se développaient alors dans l'empire russe. « La plate-forme progressiste ukrainienne reconnaît l'autonomie territoriale et nationale au sein de l'Etat fédéraliste comme la forme qui assurera le mieux l'existence et le développement libre des peuples et des régions » (6). Mais la frontière qui sépare le fédéralisme territorial et national du séparatisme est ténue. En s'alliant au nationalisme, le fédéralisme devait, semble-t-il, renforcer ses positions. En fait, il est devenu l'otage du nationalisme. Sous couvert d'un fédéralisme modéré, mûrissait un état d'esprit ultra séparatiste. Le séparatisme attendait son heure et cette heure est venue.

(6) HROUCHEVSKI M., « Ukraintsi » (Les Ukrainiens), in M.S. HROUCHEVSKI, *Histoire de l'Ukraine*, Kiev, 1992.

Après l'effondrement du pouvoir central en octobre 1917, les programmes des mouvements nationaux se sont radicalisés. Les revendications d'« autonomie nationale territoriale » ont fait place à des revendications d'indépendance totale. C'est à cette époque que le fédéraliste Hrouchevski, devenu en mars 1917 président de la Rada centrale ukrainienne, écrivait : « Sans rompre pour autant avec la tradition fédéraliste comme idée essentielle de notre vie nationale politique, nous devons déclarer fermement qu'à présent notre slogan est l'indépendance et l'autonomie » (7).

Proclamer l'indépendance et l'autonomie a souvent été plus facile que de consolider et de maintenir ces dernières. Dans un grand nombre de cas, les élites régionales n'ont trouvé ni les forces nécessaires, ni l'appui social suffisant pour défendre leur autonomie. Leur attitude s'est en outre avérée souvent contradictoire. Les germes de la modernité ont été souvent plus faibles dans les régions périphériques de l'empire que dans le centre et la désintégration de l'empire les a encore affaiblis. La réaction antimoderniste qui accompagne toujours le nationalisme ethnique s'est renforcée et elle a provoqué une révision « fondamentaliste » des valeurs. Autant de faits qui se sont répercutés non seulement sur les intérêts de la nouvelle élite « bourgeoise », mais également sur les couches plus larges de la société entrée en mouvement. Ces couches étaient très actives, car elles cherchaient à changer leur statut social. Le renoncement à la modernisation ou son ralentissement signifiaient que les canaux de la mobilité sociale, à la fois horizontale et verticale, qui venaient de s'ouvrir, se rétrécissaient pour se fermer parfois complètement. Ce danger n'a pas manqué d'engendrer une opposition active, qui a rallié les nouvelles forces pro-impériales. Les unes et les autres se sont ainsi retrouvées dans le même camp. Cet état de choses n'était pas le résultat d'une union consciente, mais une réponse spontanée à la menace d'une réaction antimoderniste. En ce sens, on peut accepter l'analyse des Eurasiens qui estiment que même si la restauration de l'empire a été le résultat de l'activité des communistes parvenus au pouvoir, « l'élaboration des formes essentielles de la réalité politique doit être mise sur le compte de la réaction spontanée du peuple et

(7) HROUCHEVSKI M., « Ukrainska samostijnist i ii istoritchna neobhidnist » (L'indépendance ukrainienne et sa nécessité historique), in HROUCHEVSKI M., *Na porozni novoi Ukraini : hadki i mrii* (Au seuil d'une nouvelle Ukraine : réflexions et aspirations), Kiev, 1991, p. 76.

non des communistes qui n'ont été qu'un instrument commode et, pour l'essentiel, des exécutants dociles » (8).

LA FAÇADE DU FÉDÉRALISME SOVIÉTIQUE

L'empire a été restauré sous une forme fédéraliste. Bien que Lénine se soit encore en 1913 prononcé contre le principe « fédératif » (il craignait probablement, comme beaucoup d'autres, le nationalisme et le séparatisme), la Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité qu'il avait rédigée et qui a été adoptée en 1917, proclamait que la République soviétique de Russie était fondée « en tant que fédération de Républiques soviétiques nationales » (9). Ce principe a été confirmé en 1922 lors de la création de l'URSS.

En réalisant l'idée d'autonomies nationales territoriales, le fédéralisme soviétique a suivi la voie pleine de contradictions qu'avaient préconisé les représentants des mouvements nationaux de l'époque pré-révolutionnaire qui adhéraient au fédéralisme. Ces contradictions se sont manifestées presque immédiatement. La base du fédéralisme modéré, libéral, qui n'était pas particulièrement solide, a été considérablement affaiblie au cours des années révolutionnaires (elle s'appuyait sur les couches liées au capitalisme aboli) alors que les mouvements nationaux, alliés tactiques des Bolchéviks, ont, au contraire, renforcé leurs positions. Le fédéralisme a été, davantage que par le passé, l'otage du nationalisme derrière lequel a surgi de nouveau le spectre du séparatisme.

Ce danger a été immédiatement perçu par les émigrés « eurasiens », apparemment hostiles aux Bolchéviks mais, en réalité, proches de leurs idées. Ceux-ci ont compris, dès la fin des années 20, le caractère illusoire du fédéralisme soviétique (« la Russie est à présent l'État le plus unitaire et, de surcroît, le plus centralisé », écrivait N. Alekseev en 1927. Tout ce que dit le gouvernement soviétique du fédéralisme est une pure tromperie inventée par des hommes rusés pour des hommes stupides » (10)). Ils étaient cependant

(8) « Evraziistvo. Opyt sistematicheskogo izlozhenia » (L'Eurasisme. Essais d'une synthèse), in *Puti Evrazii. Russkaia intelligentsia i sudby Rossii* (Les voies de l'Eurasie. L'intelligentsia russe et le destin de la Russie), Moscou, 1992, p. 399.

(9) LÉNINE, *Œuvres choisies*, trois volumes. Editions en langues étrangères, Moscou, 1962, v. 2, p. 623.

(10) ALEKSEEV N., *Sovetskii federalizm* (Le fédéralisme soviétique), *Obchchestvennye nauki i sovremennost'* (Sciences sociales et modernité), 1992, 1, p. 110.

davantage préoccupés par la menace du séparatisme nationaliste que par l'unitarisme existant. S'ils regardaient ce dernier avec indulgence – « le principe du centralisme, résolument introduit par les communistes dans la législation et dans la définition de 'principes généraux', répond entièrement, d'un point de vue politique, aux réalités de la vie russe » (11) –, ils étaient en effet inquiets d'un glissement vers le nationalisme. « Ayant créé au sein de l'Union un grand nombre de républiques nationales ..., les communistes ... ont facilité l'éveil du nationalisme local qui risque de devenir une force indépendante ... C'est un phénomène extrêmement dangereux, voire des plus dangereux pour les destins non seulement du gouvernement soviétique, mais aussi de la future Russie » (12). « La politique du gouvernement soviétique doit viser à transformer graduellement son fédéralisme national en un fédéralisme régional. Le principe qui doit présider à la fédération ne doit pas être la nationalité, mais l'entité géographique et historique réelle telle que la région (oblast') ou le territoire (kraï) » (13).

Etant au pouvoir, les Bolchéviks ne pouvaient être aussi francs que les émigrés eurasiens. Ils étaient cependant probablement nombreux à penser de la même façon. Mais ils n'avaient guère le choix. L'établissement du « fédéralisme soviétique » s'est accompagné d'une critique violente de l'unitarisme. Dans son intervention au XII^{ème} Congrès du PCR (b) en 1923, quelques mois après la création de l'URSS, Staline a déclaré avec indignation que dans le pays « on sent le désir d'achever par des moyens pacifiques ce que n'a pu obtenir Denikine, autrement dit, de créer l'ainsi dit 'une et indivisible' (14). Cette idée a été reprise dans la résolution du Congrès ». Le fait que l'union des Républiques est perçue par un nombre important de fonctionnaires soviétiques au centre et à la périphérie non comme une alliance d'unités étatiques égales en droits ... mais comme un pas vers l'élimination de ces républiques, comme le début de la formation de l'ainsi dit « une et indivisible » est l'une des manifestations les plus évidentes de l'héritage du passé (15).

(11) *Ibid.*, p. 122.

(12) *Ibid.*, pp. 117-118.

(13) *Ibid.*, p. 121.

(14) *Dvenadtsatyi s'ezd RKP (b). Stenograficheskiï otchet* (Le XII^e Congrès du PCR (b) Compte rendu sténographique), Moscou, 1968, p. 481.

(15) *Ibid.*, p. 695.

Si sincères soient-elles, ces invocations n'étaient que des illusions. Un véritable fédéralisme était tout aussi impossible dans l'URSS des années vingt que dans la Russie pré-révolutionnaire en raison du « poids » encore peu important des régions et des élites régionales. Le fédéralisme n'avait pas de base sociale suffisante ; il était condamné à glisser soit vers le séparatisme nationaliste, soit vers l'unitarisme. C'est entre ces deux extrêmes que s'est engagée la lutte pour le droit d'agir au nom d'un fédéralisme proclamé, alors que « les réalités de la vie », dont parlaient avec perspicacité les Eurasiens, prédéterminaient la victoire de l'unitarisme.

Malgré les abus de l'idée d'entité « une et indivisible » évoqués pendant le XII^{ème} Congrès du PCR(b), l'inquiétude causée par la montée des nationalismes locaux était déjà perceptible. Elle n'a guère été exprimée lors du Congrès : les travaux de ce dernier étant suivis par le monde entier, beaucoup des déclarations faites étaient avant tout destinées au public. Mais elle l'a été quelques mois seulement après le Congrès, de façon plus franche, lors d'une réunion secrète du Comité central du PCR(b) au cours de laquelle l'unitarisme a ouvert les hostilités contre les nationalismes locaux. La réunion s'est transformée en un véritable tribunal qui a jugé un protagoniste du nationalisme, un certain M. Sultan-Galiev. C'était une sorte de signal lancé aux nouvelles élites régionales du parti rassemblées à Moscou, une façon de leur apprendre comment il fallait interpréter les résolutions du Congrès. Cet événement a marqué le début d'une politique de long terme du nouveau pouvoir impérial qui visait à extirper les germes nationalistes du fédéralisme.

Cette politique a semblé, un moment, porter ses fruits. Le séparatisme ethnique a été par la suite affaibli à l'extrême. Passé dans la clandestinité, il a cessé de jouer un rôle tant soit peu important. Le fédéralisme a, lui aussi, perdu de sa force. Il n'a plus été que la façade d'un Etat centraliste unitaire.

« LA SEULE THÉORIE JUSTE »

Il y avait néanmoins de sérieuses raisons pour que ce succès ne soit que temporaire. L'unitarisme et le centralisme, restaurés et renforcés, ont été les principales prémisses d'une modernisation accélérée qui a ravivé à une échelle beaucoup plus grande le vieux problème du régionalisme, qui a renforcé la pression des élites régio-

nales, etc. De nouveau, le fédéralisme est devenu l'otage du nationalisme et il a glissé vers le séparatisme. La théorie officielle de la nation et la politique nationale du pouvoir soviétique qui était une réaction inadéquate à la crise de l'ethnicité – crise qui s'aggravait en raison de la modernisation accélérée – ont largement contribué à ce résultat.

Pour surmonter cette crise, l'URSS aurait peut-être dû emprunter la voie de l'Etat-nation expérimentée en Occident. La nation pour l'Occident se rattache à la notion de société civile, basée sur des valeurs plus universelles que celles de la langue, de la religion ou des coutumes plus ou moins locales, héritées d'un passé lointain. Cette façon d'appréhender la « nation » permet de surmonter la crise des anciens intégrateurs et de créer de nouveaux principes de cohésion sociale. L'existence « nationale », non impériale, devient alors naturelle et elle apparaît comme la seule possible.

Dans le nouvel espace social privé de cloisons internes, les intégrateurs traditionnels tels que coutumes, culture, religion ou langue sont perçus d'une autre façon. Ils ne perdent pas de leur valeur : leur importance devient peut-être encore plus grande. Ceci étant, les anciens intégrateurs perdent leur rôle prédominant, cèdent la place à de nouveaux instruments de cohésion, telle la conscience nationale (« je suis français » avant d'être breton, « je suis américain » avant d'être « américain de souche irlandaise » ou « afro-américain »), les lois civiles, les intérêts économiques et politiques. La formation de la nation coïncide d'ordinaire avec celle de la société civile et la genèse de cette société est souvent difficile ; elle est marquée par des crises, des guerres et des révolutions qui constituent une partie essentielle de son histoire. Cette genèse s'accompagne de la création d'une intensité exceptionnelle de valeurs spirituelles, culturelles, qui restent à jamais un acquis de la nation en voie de formation.

La formation de la nation est le fait de l'histoire, de ses étapes récentes au cours desquelles a lieu la transformation des sociétés rurales, holistes, fermées, hiérarchisées, etc. en sociétés civiles, atomisées, individualistes. Tant que ces étapes n'ont pas été franchies, une nation moderne ne peut se former et l'idée de l'Etat national ne peut apparaître. Elle peut par contre être empruntée – les fruits qui ont mûri sur un arbre peuvent être greffés sur un autre – et – un des paradoxes du développement de rattrapage – il en résulte une combinaison monstrueuse et peu viable de parties hétérogènes

d'un corps artificiellement créé, qui se rejettent mutuellement. C'est ce qui a eu lieu au tournant du siècle lorsque l'idée d'Etat national s'est emparée des esprits de l'intelligentsia révolutionnaire, marxiste notamment, d'Autriche-Hongrie et de Russie. Au début du siècle, les marxistes autrichiens et russes ont cherché activement une solution à la « question nationale » engendrée par la crise des deux empires d'Europe de l'est. Aujourd'hui, le caractère contradictoire de leurs positions est plus que jamais évident, car ils ont tenté de concilier l'inconciliable.

Ils ont, d'une part, porté un jugement positif sur l'expérience occidentale qu'ils ont considérée comme la voie que tous les pays devraient suivre. Peu avant 1917, Lénine écrivait : « La formation d'*Etats nationaux* ... est ... une tendance propre à tout mouvement national ... Pour l'Europe occidentale – plus encore : pour le monde civilisé tout entier –, ce qui est *typique*, normal en période capitaliste, c'est donc l'Etat national » (16). C'est pour les approuver que Lénine reprenait les paroles de Kautsky selon lesquelles les Etats dont la composition nationale est hétérogène sont toujours des Etats « dont la formation est restée, pour une raison ou pour une autre, anormale ou insuffisante » (17). A maintes reprises, il a souligné que « dans le programme des marxistes 'l'auto-détermination des nations' ne peut avoir ... d'autre signification que l'auto-détermination politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national » (18).

Les marxistes d'Europe de l'est n'ont, d'autre part, nullement eu l'intention de renoncer à leurs « empires éclatés », à leurs « prisons des peuples », etc. Ils comptaient seulement les améliorer, en faire des « unions ». Kautsky, par exemple, était convaincu de la pérennité de l'empire autrichien. « On peut penser ce que l'on veut du sort ultérieur de l'Autriche ... Il n'en est pas moins vrai que, étant donné le rapport de forces existant dans cet Etat, il n'est pas prêt de se démembrer » (19). Otto Bauer allait dans le même sens : « l'évolution de l'histoire ne mène pas, disait-il, au démembrement de l'Autriche – au maintien de laquelle les peuples ont tous intérêt

(16) LÉNINE V., *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 20, 1959, p. 419.

(17) *Ibid.*, p. 420.

(18) *Ibid.*, p. 423.

(19) KAUTSKY K., « Nationalism i mejdunarodnost' » (Nationalisme et internationalisme), in *Marksiem i natsionalnaia problema* (Le marxisme et la question nationale), Kharkov, 1924, p. 181.

pour des raisons purement économiques –, mais à la transformation de la monarchie des Habsbourgs en un Etat fédéré des nationalités » (20).

Tout en s'en tenant à une position extrême et en exigeant le droit des nations à l'autodétermination et à la formation d'Etats indépendants, les Bolchéviks russes n'étaient, eux non plus, pas pressés d'enterrer leur empire. Le programme d'organisation nationale et territoriale, mis au point par Lénine avant la première Guerre mondiale et appliqué par la suite en URSS, ne prévoyait ni la liquidation de l'empire, ni même sa réorganisation en profondeur sur des principes moins « centralistes ». Les marxistes, affirmait Lénine, « sont hostiles à la fédération et à la décentralisation ... Le prolétariat conscient sera toujours partisan d'un Etat plus grand ... et il verra toujours d'un oeil bienveillant la cohésion économique de vastes territoires » (21).

Quoi qu'il en soit, à la veille de la première Guerre mondiale, l'avenir des empires austro-hongrois et russe était en général perçu par les partisans marxistes du « principe de la nationalité » comme des Etats multinationaux organisés sous une forme ou sous une autre. L'occasion ne s'est pas présentée de mettre cette idée en pratique en Autriche-Hongrie, mais il n'en a pas été de même pour la Russie. C'est là qu'a été menée à sa fin logique l'idée théorique nouvelle de la « nation » proposée par les marxistes. Si l'on s'en tient à la notion d'Etat-nation acceptée en Occident, l'Etat multinational est *contradictio in adjecto*. Pour ignorer cette contradiction, les marxistes d'Europe de l'est, notamment russes, ont dû donner une interprétation nouvelle au mot *nation*, lui donner un sens contraire à l'acception occidentale, rompre tous les liens entre nation et territoire étatique. Staline, énumérant les divers critères de la nation (22), estimait que c'était une erreur inadmissible d'envisager comme un de ses critères la présence de son propre Etat (23). Ceci étant, Staline se référait à la théorie marxiste russe de la nation, la « seule juste » (24).

(20) BAUER O., « Natsionalnii vopros i sosial-demokratia » (La question nationale et la social-démocratie), in *Marksizm i natsionalnaia problema*, op. cit., p. 121.

(21) LÉNINE V., *Œuvres*, t. 20, p. 39.

(22) STALINE I., *Natsionalnii vopros i leninism* (La question nationale et le léninisme), STALINE I., *Œuvres*, t. 11, p. 333.

(23) *Ibid.*, p. 334.

(24) *Ibid.*, p. 335.

En définitive, le terme de nation a été pris dans un sens ethnique. La nationalité de l'homme a cessé d'être une catégorie civile pour devenir une sorte de caractéristique biologique, définie une fois pour toutes par « les liens du sang », autrement dit par la nationalité d'un des parents. L'individu ne pouvait ni la choisir (son choix était limité par celui de ses parents) ni la changer : elle figurait dans son passeport intérieur et, officiellement ou officieusement, il en était tenu compte tout au long de sa vie professionnelle et civile. Les républiques, qui faisaient partie de l'URSS, étaient perçues comme des Etats nationaux, mais étant donné le sens donné à la nation, l'Etat-nation réalisé en Occident a été remplacé par l'idée utopique d'un Etat ethnique, irréalisable dans la société moderne.

La définition de la « nation » adoptée par Staline correspondait à une intention bien arrêtée. Tout en donnant des coups de chapeau au « sentiment national », il voulait séparer le national et le territorial et empêcher par là-même que se développe un séparatisme nationaliste. Mais le résultat obtenu a été inverse de celui qui était recherché. N'étant pas citoyen à part entière de « sa » république (cette citoyenneté-là n'était pas mentionnée ; elle ne l'était même pas formellement et elle n'avait aucune signification réelle), l'individu – dont la nationalité, on l'a dit, figurait dans son passeport intérieur – ne se sentait pas non plus citoyen à part entière de l'empire. Cela a renforcé le sentiment national, déjà aiguë par la crise de l'ethnicité, et conduit à un nationalisme ethnique.

Les dirigeants de l'URSS ne pouvaient ignorer le danger du nationalisme et ils ont tenté de s'y opposer. Mais ils n'ont pu échapper au piège de la « seule théorie juste ». Officiellement, le nationalisme n'était qu'une « séquelle du passé ». On pensait que la modernisation économique et sociale aurait sur la société soviétique le même effet que celui qu'elle avait eu sur les sociétés des pays occidentaux. Elle fragiliserait et ferait peut-être même tomber les cloisons internes entre régions et peuples de l'URSS ; elle les rapprocherait et favoriserait le mixage de la population. Malgré leur méfiance envers l'Occident, politiciens et idéologues soviétiques avaient sans aucun doute en vue, lorsqu'ils pensaient à l'avenir, une évolution de même nature que celle qu'avaient connue les nations occidentales. On a beaucoup parlé de l'homogénéité croissante de la société soviétique, de l'internationalisation de la vie économique et sociale, de la langue russe comme langue véhiculaire, on répétait sans cesse les

paroles de Lénine sur « le rapprochement et la fusion des nations », etc. Quelques années avant le démembrement de l'URSS, on parlait encore du peuple soviétique comme d'une nouvelle communauté historique, dont les caractéristiques étaient proches de celles de la nation française ou américaine. C'était, d'ailleurs, le rêve des émigrés « eurasiens » qui avaient proposé de voir dans l'ensemble des peuples vivant en URSS un « substrat national », une « nation multi-peuple particulière » (25).

Le cours des événements a été différent, tout comme a été différent le modèle soviétique de la modernisation « conservatrice » ; la modernisation technologique « instrumentale » a été menée de pair avec le maintien d'archaïsmes sociaux qui servaient d'appui au totalitarisme. Malgré son caractère « instrumental », la modernisation soviétique (développement de l'industrie, croissance des villes, modification de la structure sociale, etc.) a inévitablement fait naître des forces antitotalitaires, un penchant pour les valeurs de la société civile, etc. Mais en même temps, elle a produit un antidote, elle a aggravé la crise de l'ethnicité avec son syndrome d'antimodernisme, son potentiel de mécontentement et de xénophobie, etc. Ce potentiel était habilement utilisé dans le jeu politique pour lutter contre les tentatives de critiquer le régime et contre la liberté de pensée. Le nationalisme ethnique, condamné en paroles, [...] était devenu l'enfant chéri du pouvoir. On ne peut en dire autant du fédéralisme, devenu, lui, un véritable paria.

LE FÉDÉRALISME, PARIA DE LA MODERNISATION SOVIÉTIQUE

Le fédéralisme consiste à préserver l'équilibre entre les intérêts des parties et de l'ensemble. La modernisation a été l'un des axes autour desquels ces intérêts se sont regroupés. Elle a contraint les nouvelles élites non impériales à apprécier l'Etat impérial. L'idéologie du fédéralisme « classique » pré-révolutionnaire – avant qu'il ne soit englouti par le nationalisme – n'était le plus souvent ni anti-russe, ni anti-impériale, ni anti-moderniste. Les nouvelles élites régionales comprenaient très bien les possibilités que leur offraient

(25) TROUBETSKOÏ N.S., « Obcheevraziiskii natsionalizm » (Le nationalisme paneurasien), in *Rossia mejdu Evropoi i Aziei : evraziiskii soblazn* (La Russie à cheval entre l'Europe et l'Asie : la tentation eurasiennne), Moscou, 1993, p. 95.

l'espace et la puissance de l'empire. Elles avaient également conscience qu'elles n'étaient pas prêtes à contrôler elles-mêmes la situation dans les régions en cas de crise sociale, crise qui paraissait de plus en plus vraisemblable. Le fait qu'elles ont glissé vers le nationalisme et le séparatisme et qu'elles ont agi, à bien des égards, contre leurs propres intérêts peut s'expliquer par leur faiblesse : elles étaient alors insuffisamment développées, immatures et en outre peu nombreuses.

Les soixante-dix ans de modernisation accélérée de la période soviétique auraient dû tout changer. Les puissants complexes régionaux industrialo-urbains de l'URSS des années 80 semblaient être des parties organiques d'un tout unique et les élites régionales – en particulier les élites « nationales » non-russes – n'avaient pas intérêt à rompre avec ce tout.

Le démembrement de l'URSS ne présentait aucun avantage pour les républiques de Transcaucasie et, surtout, d'Asie centrale. Celles-ci avaient encore à franchir plusieurs des étapes décisives de la modernisation, ce que le « parapluie » de l'empire soviétique facilitait sans aucun doute, leurs forces internes étant encore insuffisantes. L'empire leur permettait d'avoir accès aux ressources économiques et techniques de l'ensemble du territoire. Et il créait un climat socio-politique et géopolitique qui facilitait, malgré les contradictions inhérentes au système, la modernisation. C'est la raison pour laquelle les élites politiques régionales cherchaient non pas tant à quitter l'Union, qu'à opérer à l'intérieur de l'empire, à leur profit, un nouveau partage de l'influence, du pouvoir et des ressources. Pourquoi alors ne se sont-elles pas opposées aux mouvements séparatistes ? Pourquoi en ont-elles au contraire souvent même pris la tête ?

L'explication la plus plausible est que les élites régionales, au sens moderne de ce terme, n'existaient pas en URSS, pas plus que la classe moyenne sur laquelle elles auraient pu s'appuyer. Le modèle soviétique de modernisation n'avait pas permis leur émergence.

Les écoliers soviétiques connaissaient tous le « Manifeste du Parti communiste » où il était dit que l'activité économique de la bourgeoisie avait rendu indispensable la centralisation politique, ce qui fait que « des provinces indépendantes tout juste fédérées ... ont été

rassemblées en *une* nation, *un* gouvernement, *un* code de loi, *un* intérêt national de classe, *une* frontière douanière uniques » (26).

Le rôle économique autrefois joué par la bourgeoisie en URSS avait fait place à l'activité du Gosplan. Toute l'économie et, en fait, tout le pays étaient considérés comme une immense usine à l'intérieur de laquelle la coopération technique à l'horizontale était extrêmement importante. Aussi avait-on créé un espace *technologique* unique pour tout le pays qui était percé de routes et de pipelines et à l'intérieur duquel se déplaçaient des hommes et des marchandises, se produisaient des échanges d'activités, etc. Cet espace technologique était considéré comme *économique*. Mais en réalité, c'était un espace *pseudo-économique*, qui n'était pas celui du marché intérieur où se manifestent et se heurtent des intérêts économiques de personnes privées ou de groupes d'individus – agents économiques intéressés à ce qui a lieu dans cet espace et capable de l'influencer. Ce qui explique qu'il y avait très peu de défenseurs de l'idée fédérale.

Les élites régionales n'ont que peu soutenu le fédéralisme. Cette nomenklatura était dépendante des relations avec le centre et des faveurs accordées par celui-ci. La solution séparatiste signifiait pour ces élites une indépendance vis-à-vis du centre et, par conséquent, une amélioration de leur statut, ce qui était pour elles plus important que les éventuels dommages causés par la rupture des liens qui existaient jusque-là. Même si les républiques devenues indépendantes subissaient des pertes très importantes, celles-ci n'étaient pas considérées par la nomenklatura locale comme dramatiques. L'important pour cette dernière était que, grâce à la solution séparatiste, elle pouvait, en s'appuyant sur le nationalisme ethnique, renforcer son pouvoir, autrefois légitimé par le centre de l'Union.

L'intégrité de l'URSS était l'une des valeurs essentielles auxquelles se référait sans cesse l'establishment politique soviétique. L'union des républiques semblait, en effet, particulièrement solide. Mais sa solidité était celle d'un tonneau en bois cerclé de fer et non celle d'un atome dont la cohérence vient de ses forces internes. D'immenses efforts ont été déployés, des ressources immenses ont été utilisées pour que cette armature en fer ne rouille pas et qu'elle tienne. Le modèle soviétique de développement était pratiquement

(26) MARX K., ENGELS F., *Le Manifeste du parti communiste*, Paris, Librairie Générale Française, 1973, p. 11.

entièrement soumis à cet objectif. Mais tous ces efforts ont été vains, car ce modèle a empêché les forces internes de cohésion de se développer. En fin de compte, l'armature a cédé et le tonneau est parti en mille morceaux. Non pas parce que l'URSS n'avait pas de bons tonneliers. Mais parce que le métier de tonnelier et la physique nucléaire sont deux choses différentes.